N° 1998-2811 - domaine et administration générale + finances et programmation - Lyon 3° - Cession à M. Philippe Neumager d'un local (lot n° 5) dépendant de l'immeuble en copropriété situé 13, rue des Rancy à l'angle du 71, rue Voltaire - Département de l'action foncière - Subdivision plaine des Alpes -

Le Conseil,

Vu le rapport du 13 mai 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La Communauté urbaine s'est rendue propriétaire le 4 mars 1982, par voie de préemption, de divers locaux appartenant à la société Berlioz-Giraudon et Cie dans l'immeuble en copropriété situé 13, rue des Rancy, à l'angle du 71, rue Voltaire à Lyon 3° et édifié sur un terrain propriété des Hospices civils de Lyon, compris à l'époque dans le périmètre de la ZAD de la Part Dieu.

Cette acquisition comprenait notamment, au premier étage de l'immeuble, un local à usage commercial d'une superficie de 140 mètres carrés constituant le lot n° 5 de la copropriété ainsi que les 85/1 000 des parties communes.

Or, monsieur Neumager a manifesté son intention d'acquérir le local en cause pour y exercer sa profession d'illustrateur infographiste, précisant que celle-ci se trouverait favorisée par la présence à proximité d'activités similaires, à savoir notamment de studios de photographies.

La ZAC "de la Part Dieu" ayant été supprimée par un arrêté préfectoral du 15 mai 1987, la Communauté urbaine est donc libérée de toute contrainte juridique eu égard aux droits des anciens propriétaires et acquéreurs éventuels et, par conséquent, une suite favorable pourrait être donnée à la requête de monsieur Neumager.

Aux termes du compromis qui vous est soumis, la cession du bien dont il s'agit, libre d'occupation, interviendrait, compte tenu de l'estimation des services fiscaux, au prix global de 300 000 F avec versement par l'intéressé, lors de la signature du compromis, d'un acompte de 30 000 F représentant 10 % du montant de la vente.

Par ailleurs, monsieur Neumager serait autorisé à occuper les lieux dès le 1er juin 1998, moyennant le versement d'une indemnité mensuelle de 3 000 F jusqu'à la date de la signature de l'acte de cession qui devra intervenir, au plus tard, le 31 décembre 1998 ;

B - Propose, ces conditions lui paraissant acceptables, d'approuver ledit compromis, de l'autoriser à le signer ainsi que l'acte authentique destiné à permettre la régularisation de cette affaire et de fixer l'inscription de la recette ;

Vu ledit compromis ;

Vu le droit de préemption exercé par la Communauté urbaine le 4 mars 1982 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 mai 1987 ;

Oùï l'avis de ses commissions domaine et administration générale et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le compromis susvisé.

2° - Autorise monsieur le président à le signer ainsi que l'acte authentique destiné à permettre la régularisation de cette affaire.

3° - Le montant de cette cession fera l'objet des mouvements comptables suivants :

- produit de la cession : 300 000 F en recettes - compte 775 100 - fonction 651,

- sortie du bien du patrimoine communautaire : 150 000 + 2 755,91 F en dépenses - compte 675 100 - fonction 651 et en recettes - compte 211 800 - fonction 651 (valeur historique c'est-à-dire montant d'achat initial + frais),

- plus-value réalisée sur la vente du bien : 147 244,09 F en dépenses - compte 676 100 - fonction 01 et en recettes - compte 190 000 - fonction 653 (différence entre montant réel de cession et valeur historique).

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,